



Le Magnan

Hebdomadaire Togolais Satirique
d'Informations et d'Analyses

Libéré

N°468 du Mercredi 06 décembre 2017 - 11^{ème} année - Prix: 250 FCFA

INFRASTRUCTURES P.2

TRONÇON NOTSÈ-TOHOUN :

Ministre
Ninsao Gnofam :
«Si les travaux ne
sont pas réalisés,
nous serons
doublement punis...»



IMPÔTS P.5

UN PAS DE PLUS AVEC L'OTR

L'OTR et Togo
cellulaire lancent le
paiement de l'Impôt
sur le Revenu des
Transporteurs
Routiers (IRTR)
via mobile

UN TOGO À DOUBLE VISAGE

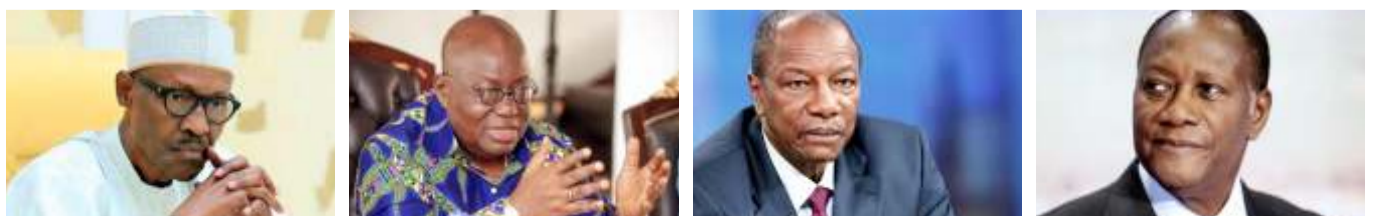
P.3

Faure Gnassingbé travaille, pendant que l'opposition se complait dans les rues



CRISE POLITIQUE TOGOLAISE

P.6



Des dirigeants ouest africains exigent une feuille de route pour résoudre la crise



Merd Alors

Ils y vont !

Difficile d'y voir clair quant à la tenue du dialogue politique. Entre invectives, menaces et exigences, l'opposition donne l'impression d'y aller sans vouloir s'engager sincèrement. Lundi, Brigitte Adjamagbo-Johnson, la secrétaire générale de la CDPA et coordonnatrice de la coalition de l'opposition, a toutefois confirmé l'ouverture prochaine des discussions. Sans donner de date, elle a indiqué que les 14 partis de l'opposition formant la coalition seraient représentés. Quid des autres formations politiques ? Aucun détail n'a été donné. « Le gouvernement espérait que l'opposition rejette le dialogue, mais nous avons prouvé le contraire », a déclaré Mme Adjamagbo-Johnson. Le dialogue a été proposé par le gouvernement pas pour un simple effet d'annonce, mais pour avancer sur la question des réformes constitutionnelles. C'est donc l'intérêt de l'opposition que d'y participer. Concernant la récente rencontre à Paris entre plusieurs responsables de la coalition et le président de l'Union africaine, la responsable de la CDPA a précisé avoir trouvé une oreille attentive'. « Les conclusions des discussions ont été transmises à la plus haute autorité (le président togolais) par un émissaire guinéen envoyé par le président Alpha Condé. Il est toujours à Lomé en train de travailler pour parvenir aux discussions », a-t-elle précisé. Il faut souligner qu'aujourd'hui, le dialogue réclamé n'est plus le seul apanage du gouvernement, ni de l'opposition encore moins du seul peuple togolais. Il a atteint les dimensions internationales. D'où l'implication effective du Ghana et de la Guinée. Aujourd'hui, les préalables sont en train d'être discutées dans les coulisses. Les médiateurs de la CEDEAO et de l'Union Africaine s'activent. Le Togo ne peut plus constituer un autre foyer de tension. Quels que soient les tiraillements les uns et les autres finiront par se retrouver autour d'une table de discussion. On espère que les protagonistes de la crise togolaise mettront un peu d'eau dans leur vin pour l'intérêt du peuple togolais. Mais pour le moment, l'opposition dit maintenir la pression pour ne pas laisser d'espace au pouvoir. Dans tous les cas, tant que les volontés s'expriment de part et d'autre, les choses vont aller plus vite. Le dialogue pourra être convoqué courant ce mois de décembre.

Le Magnan

**14ÈME FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ
Le CETEF expose sa stratégie numérique**

Le « CETEF et le Numérique : quelles opportunités pour les Exposants ? ». C'est le thème d'une conférence publique qui a réuni lundi 04 décembre au CETEF, organisateurs de la 14ème Foire Internationale de Lomé et férus du numérique.

Avec l'avènement du numérique aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé, estime le Directeur général du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé, Jonhson Kuéku Banka.

La question primordiale autour de laquelle les débats ont tourné était de savoir comment utiliser le numérique pour booster les affaires et l'économie nationales. Répondant à cette question, les panélistes ont insisté sur les relations d'affaires que les technologies et le numérique peuvent permettre aux exposants

et visiteurs d'avoir après la tenue de la Foire.

Ils ont convié les participants à la 14ème Foire Internationale de Lomé à faire un bon usage de l'application "TG FIL" ce qui pourra leur permettre de laisser une traçabilité avant, pendant et après leur participation à la Foire. Avec l'application "TG FIL", a laissé entendre Miguel Wbotoko, l'un des promoteurs de cette plateforme, les produits mis en avant par les exposants se retrouveront directement en ligne et seront visibles partout dans le



monde. "Les visiteurs à la maison eux, tout ce qu'ils ont à faire, c'est d'aller sur l'application et sur la liste des stands. Et cette liste des stands est tellement bien précise que quand tu rentres dans la liste d'un exposant, lorsque tu appuie,

il lance automatiquement le numéro de l'exposant », a-t-il fait connaître.

L'application "TG FIL" d'après ses promoteurs, est une application mobile qui se veut la vitrine du site web de la Foire.

Le groupe Togo Télécom promet un internet très haut débit à sa clientèle

La 14ème édition de la Foire Internationale de Lomé poursuit son petit bonhomme de chemin avec la journée du Groupe Togo Télécom observée samedi 02 décembre 2017 sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foire (CETEF) de Lomé. Pour l'occasion, une conférence-débat a été animée sous le thème : « Le groupe Togo Télécom au service du numérique ».

Cette journée a permis au groupe de présenter ses produits et prestations au public. Les responsables de Togo Télécom ont mis en avant leur offre de « très haut débit » à domicile grâce la fibre optique. Le Groupe Togo Télécom

parle d'une offre de 100 mégabits par ADSL. D'autres services comme le haut débit 3G, le Wifi public, le service monétaire T-money avec toutes ses applications et l'annuaire du groupe en version numérique ont également fait objet



de débat. Le groupe Togo Télécom s'est également dit disponible à

accompagner les start-up et les opérateurs économiques dans leurs affaires dans le pays.

**MISE EN ŒUVRE DES NOUVELLES MESURES D'ALLÈGEMENTS FISCAUX
L'OTR fait peau neuve avec la loi de finance Gestion 2017**

La loi de finance pour l'année 2017 votée le 28 décembre 2016 a été diffusée par le comité de direction de l'Office Togolais des Recettes le vendredi 10 Mars 2017 pour atteindre la population ciblée et faire connaître l'ensemble des mesures fiscales en termes d'allègement qui y sont contenu entre autres l'exonération de la TVA sur certains produits de première nécessité.

L'initiative de l'OTR d'engager la gestion des finances publiques sur la voie de nouvelles réformes répond à la nécessité du gouvernement de poursuivre les actions de développement et l'essor de certains secteurs économiques stratégiques afin qu'elles soient connues de tous.

Créé par la loi no 2012-016 du 14 décembre 2012, l'OTR est un établissement public à caractère administratif qui a pour mission, l'assistance et le conseil aux entreprises et surtout la protection des consommateurs. Cette loi de finance gestion 2017 vient concrétiser les mesures qui s'inscrivent dans le mandat social du gouvernement notamment l'exonération totale de la TVA sur certains produits de première nécessité (les terminaux mobiles et

équipements informatiques, matériels de production d'énergie renouvelable, le lait transformé, le riz simple et les opérations de crédit-bail).

Il y a également une réduction de 8 points de pourcentage pour une dizaine de produits et services ; on notera le tissu kaki, les pagnes wax hollandais. ..., l'huile alimentaire, le sucre, la farine de céréales, les pâtes alimentaires, le lait manufacturé, les aliments pour le bétails et les volailles, les poussins d'un jour, les matériels agricoles, les services de location et réparation des matériels agricoles, l'hébergement et la restauration de touristes.

Le dernier point non négligeable c'est la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés.

Ces différents allègements ont pour objectif de réduire surtout en ce qui

concerne les exonérations, le coût des produits qui en font l'objet et de promouvoir le développement de certains secteurs d'activités, de réduire le coût de dédouanement des produits. Au niveau intérieur, la TVA perçue sur les marges n'existera plus sur les produits exonérés et le prix de revient pourrait diminuer. Cette baisse du coût des produits va permettre un meilleur accès à ces produits de première nécessité. Le pourcentage réduit sur l'impôt des sociétés vise à stimuler l'activité économique en améliorant l'attractivité des investisseurs étrangers mais aussi à redonner confiance aux entreprises pour accroître leurs investissements et par là même créer de l'emploi.

Ainsi, au titre de la nouvelle loi des finances quarante-six articles ont subi des modifications ; un pas louable selon le chef traditionnel de la ville d'Aného Nana Ané Ohiniko Quam Dessou XV « Nous saluons cet état des choses qui nous permet de mesurer l'effort fait par l'état pour rendre compétitifs les activités qui se déroulent dans notre pays. Il est clair

que l'OTR se rend disponible en créant un nouveau climat de confiance et de partenariat afin que nous puissions travailler main dans la main à consolider nos acquis économiques pour le développement de ce pays qui nous interpelle tous. L'accent a surtout été mis sur la TVA qui a été entièrement annulé sur certains produits de consommations dans la loi de finance 2017 au bonheur des consommateurs bien évidemment. Cela va se traduire par une diminution des prix des denrées sur le marché et il serait bien que l'office accompagne ses décisions par un contrôle rigoureux pour que cela se ressente réellement auprès de la population ».

La baisse de l'impôt va permettre non seulement la réduction du coût des produits sur le marché, mais elle facilitera ainsi l'accès de ceux-ci à la population et tout naturellement favoriser leur mieux-être et va aussi surtout favoriser l'essor des secteurs stratégiques

Joanita BLAVO-TSRI



UN TOGO AU DOUBLE VISAGE

Faure Gnassingbé travaille pendant que l'opposition se complait dans les rues

Dans une vue panoramique de la situation politique au Togo, on observera facilement qu'en réalité, il y a deux Togo. D'un côté, un Togo qui travaille, qui lance des chantiers, qui inaugure des infrastructures sociocommunitaires, qui appelle à la paix et au dialogue... De l'autre, c'est le Togo de la révolte, des revendications et des marches interminables.

Sur les trois derniers mois, face aux manifestations de l'opposition, la voix du Président Faure Gnassingbé était très attendue. Mais il a répondu et continue de répondre par les actes, tout en exprimant sa disponibilité pour un

Ce modèle inspiré de l'Afrique de l'Est a montré ses preuves. C'est le cas du Rwanda et du Kenya. Et il s'appuie sur la vulgarisation de la téléphonie mobile combinée à la baisse drastique des coûts du solaire.



dialogue.

Comme pour montrer que seule la lutte contre la pauvreté doit être le challenge commun des Togolais, le Président de la République réélu démocratiquement en 2015 inaugure successivement des dizaines de projets d'adduction d'eau, des centrales électriques photovoltaïques et l'offre de kits solaires personnalisés aux populations les plus vulnérables... La liste est longue. C'est des infrastructures qui contribuent à l'épanouissement des populations sonnent comme un appel à œuvrer pour le développement. C'est la méthode et le message "Faure".

Le projet « Cizo » donne de la lumière à 2500 ménages à Awagomé

En Août dernier, le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (Sefa, en anglais), fonds fiduciaire multibailleurs administré par la Banque africaine de développement (BAD), approuvait un don de \$ 975 000 au Togo afin de permettre de démarrer le projet Cizo

consacré à l'électrification rurale hors-réseau par kits solaires domestiques en mode Paygo.

Le projet devrait permettre de déployer 300 000 équipements solaires individuels en 5 ans

Quelque mois après la signature, place aux réalisations. C'est ainsi que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a procédé ce samedi au lancement du projet d'électrification rurale « Cizo » à Awagomé (175 km au Nord de Lomé) dans la préfecture de l'Ogou.

L'inauguration de ces kits solaires individuels met fin aux difficultés d'accès à l'électricité auxquelles plus de 2500 ménages sont confrontés à Awagomé.

De ce projet naîtront, 9000 emplois dont 5000 indirects seront créés sur l'ensemble du territoire national ainsi qu'un réseau national d'agents de distribution de monnaie électronique et 5 autres académies solaires régionales. «Après Awagomé, plusieurs autres localités seraient couvertes par ce projet afin d'offrir l'accès à l'électricité de qualité à moindre coût à plus de deux millions de Togolais», rassure Faure Gnassingbé.

La société britannique BBOX installée au Togo est le principal partenaire de cet ambitieux projet.

Au Togo, le taux d'électrification est passé de 18% en 2005 à 27,62% à 2013 et a été estimé à 33% en 2015. Un taux qui se répartit entre 50% et 60% à Lomé, 30% et 40% dans les grandes villes intérieures et 5% en milieu rural. Pour le gouvernement, l'ambition visée est d'arriver en 2018, à un taux de couverture minimal de 40% avec une part en milieu rural comprise entre 15% et 20%. Il souhaite parvenir à un taux d'électrification de plus de 50% à

l'horizon de 2020 et 90% en 2030.

Pour relever le défi d'électrification au Togo ; l'accent est particulièrement mis sur le solaire photovoltaïque.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

«Pose de la première pierre de l'Institut de Formation pour l'Agro Développement (IFAD)»

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 05 décembre 2017 la



cérémonie de pose de la première pierre de l'IFAD. Ce premier Institut, consacré à l'aquaculture a été voulu par le chef de l'Etat dans le cadre de la rénovation des filières de formation de l'enseignement technique.

Il a pour mission d'accompagner, à son niveau, le développement de notre pays par la formation des ressources humaines en fonction des besoins réels identifiés. Il s'adresse bien sûr aux jeunes en leur proposant une filière de

formation qualifiante et diplômante, nécessaire pour entreprendre dans ce domaine d'activités et participer pleinement à la vie de la Nation.

Cette formation aquacole concerne aussi les adultes et les professionnels impliqués dans cette filière. Une formation continue et adaptée leur sera dispensée à travers des stages de perfectionnement.

La finalité est de participer au développement de l'aquaculture et la possibilité donnée à ceux qui le souhaitent de créer leur propre entreprise. S'appuyant sur un environnement numérique de Travail (ENT) intégré dans toutes ses activités, l'IFAD comprend :

- Un bloc administratif et pédagogique
- Une écloserie, une unité de production d'aliments pour poissons et des ateliers de transformation

-Des bassins piscicoles et un barrage de 2ha

-Un internat, un restaurant, des aires de sport

L'énergie électrique sera fournie par une centrale solaire et l'eau sera obtenue par forages. Enfin, l'IFAD sera construit sur un site d'une superficie de 67 ha et participera activement à la vie de la région ».

A l'opposé de cette marche vers le développement, l'opposition persiste dans les marches de protestation. Des marches qui, sur le parcours, changent sans cesse d'objectifs, de finalités et même d'essence. D'abord, c'était l'exigence des réformes constitutionnelles. Le gouvernement les a engagées. Changement de revendications : la libération des personnes interceptées lors des manifestations pour destruction des biens publics. Le gouvernement, à travers le procureur de la république, a œuvré pour leur libération. A présent, c'est le départ de Faure Gnassingbé qui est l'objet principal des marches de l'opposition. Ces marches hebdomadaires et en semaine s'en suivent avec leur lot de bilan négatif surtout sur le plan humain.

Aujourd'hui avec ces marches en semaine, l'économie du pays est en souffrance. On est en pleine préparation des fêtes de fin d'année. Le mois de décembre est un mois en principe florissant pour les commerçants. Mais les inquiétudes et les plaintes se lisent sur les visages des commerçants qui ne savent à quel saint se vouer. L'opposition annonce encore des marches pour ce jeudi. Par rapport à la situation qui prévaut et face au fait que plusieurs, du moins la majorité des Togolais gagnent leur pain au jour le jour, certains analystes ont souhaité que l'opposition fasse une trêve du moins pour ce mois de décembre pour que les parents puissent au moins faire les fêtes pour leurs enfants.

ACCIDENT DES MANIFESTANTS SUR LE BOULEVARD KARA

« Le véhicule transportant les militants du PNP est destiné au transport de marchandises, donc inadapté au transport de personne »

Suite à un accident de la circulation routière grave survenu le samedi 02 décembre 2017, aux environs de 18 heures sur le boulevard de la Kara à hauteur de l'ambassade du Sénégal, les ministres de la sécurité, Yark Damehane et son collègue des infrastructures et des transports, Ninsao Gnofam déroulent le film.

Selon un communiqué conjoint rendu public ce jour, le gouvernement rapporte n'avoir pris connaissance d'aucun mort de l'une des personnes accidentées comme véhiculé sur les réseaux sociaux.

'Ces dernières heures, des rumeurs circulant sur les réseaux sociaux font état de la mort de l'une des personnes accidentées. Contactés, les services du CHU Sylvanus OLYMPIO disent n'avoir pas enregistré de décès parmi les blessés qui leur ont été confiés', précise le communiqué.

En effet, il est rapporté que le véhicule en cause est un camion de marque MAN, immatriculé TG-7624-AQ, appartenant à Monsieur MEDJESSIRIBI Abdoul Rahim, demeurant et domicilié à Agôè et conduit par le nommé TCHAKORA Salifou.

'Ce véhicule circulait dans le quartier Doumassesse (Adévi), sur la rue pavée dans le sens Uniprix-Centre Baptiste. Arrivé au feu tricolore et

voulant tourner sur sa gauche pour reprendre le boulevard de la Kara, dans le sens Est-Ouest, le véhicule, suite à la perte d'équilibre du fait de la surcharge de passagers et du défaut de maîtrise du conducteur - s'est renversé de lui-même sur son flanc droit en face de l'ambassade du Sénégal, occasionnant ainsi de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels sur ledit camion', souligne le communiqué.

Le camion dont la première mise en circulation remonte à l'année 2001, précise les deux ministres, est destiné au transport de marchandises, donc inadapté au transport de personne. Il est immatriculé au Togo le 16 décembre 2014, date de sa dernière visite technique et ne dispose d'aucune police d'assurance.

Pourtant, il transportait ce jour-là des personnes habillées en rouge qui revenaient de la marche organisée par la coalition des quatorze partis de l'opposition.

Avisés de l'accident, les sapeurs pompiers et la police se sont transportés immédiatement sur les lieux où malgré les menaces d'une foule excitée les pompiers sont parvenus à évacuer les blessés au centre hospitalier universitaire Sylvanus OLYMPIO pour des soins appropriés.

Toutefois, le lendemain, lorsque la police s'est rendue à nouveau à l'hôpital pour s'enquérir de l'état des blessés, elle a été informée de ce que, à la demande et sous la décharge de Monsieur OURO-LONGA Hassidou, secrétaire général du Parti National Panafricain (PNP), quatre (04) blessés sont sortis contre l'avis des médecins traitants. Le cinquième, grièvement atteint aux membres, est pris en charge par l'hôpital.

Tout en présentant ses sincères condoléances à la famille du défunt et ses compassions aux blessés auxquels il souhaite un prompt rétablissement, le gouvernement invite tous les usagers de la route à observer scrupuleusement, en toutes circonstances, les prescriptions du code de la route afin d'éviter des événements aussi regrettables.



Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité



PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Togotelecom

COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T-MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE ***145*6*3*2*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE ***145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

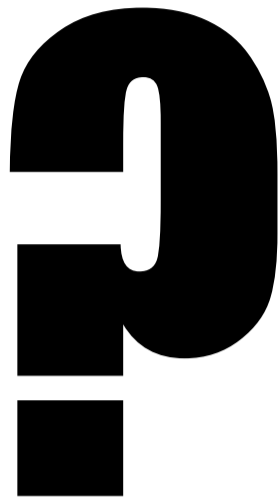
LA DIRECTION GÉNÉRALE



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

Pour le chef de l'ANC, « ce que le peuple réclame maintenant, c'est le départ du Faure Gnassingbé, c'est le départ. Notre volonté, c'est que le pouvoir incarné par Faure Gnassingbé s'en aille ». Ce sont les propos de Jean Pie Pie, le chef de file de l'opposition. On a l'impression que celui qui est à la tête de l'opposition togolaise ne mesure pas ce qu'il est en train de dire. Ce qui braque le pouvoir, ce sont ces genres de propos. C'est le même Jean Pie Pie, qui en 2015 et même bien avant, criait à qui voulait l'entendre que « pas de réformes, pas d'élections ». On en était là et lorsqu'il s'était agi de déposer les candidatures, il était le premier à « gambader » pour aller déposer ses dossiers. Alors Faure Gnassingbé étant élu pour un mandat de cinq ans doit aller jusqu'au bout de son mandat qui finit en 2020. Ce n'est pas



parce que Faure est en train de faire son 3ème mandat sur la base d'une constitution en vigueur qu'il va se permettre de dire que c'est la volonté du peuple. Il y a aussi un peuple qui a élu Faure Gnassingbé. Aujourd'hui nous sommes en démocratie ou en apprentissage et c'est selon, et on ne peut pas se permettre de tenir des propos qui vous ridiculi-

sent. Ce n'est pas dans la rue qu'on réclame la démission d'un président élu et en exercice. C'est dans les urnes. Si Jean Pie Pie sait très bien qu'il a son « peuple » derrière lui, il doit tout faire pour avoir des conditions de transparence dans les élections. La limitation d'un mandat ne garantit pas les conditions de transparence des élections. Et puis ce n'est pas parce qu'il est en train de voir son âge avancer qu'il croit que si aujourd'hui Faure Gnassingbé démissionne, c'est lui qui va prendre les rênes du pouvoir. Il rêve grave. S'il veut bien avoir le fauteuil présidentiel, qu'il dise à ce peuple qu'il dit qu'il réclame le départ du Président, de se préparer plutôt pour le faire partir dans les urnes. Son comportement fait qu'il y a des gens qui disent que c'est lui-même Jean Pie Pie qui est contre les réformes.

UN PAS DE PLUS AVEC L'OTR

L'OTR et Togo cellulaire lancent le paiement de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) via mobile

L'OTR dans l'optique de fédérer pour mieux bâtir s'associe au service T-Money de Togocel pour initier un nouveau projet de paiement, l'IRTR via mobile.

Un outil qui va certainement faciliter la vie des conducteurs de Taxis et de Taxis-motos selon le Commissaire des impôts Adoyi Essowoavana : « Nous sommes en train de dématérialiser les structures de

l'amélioration des services publics et la création d'emploi. Lorsque je conduis un taxi-moto ou que je suis propriétaire d'un taxi-moto, l'IRTR qui est de 5000f à ce jour soit 1250f par trimestre, soit moins de 15f/jour

des contribuables et celle des taxis-motos (zémidjans) en particulier à travers ce lancement effectué ce mercredi 29 Novembre 2017 au siège de l'Office. Ils n'ont donc plus d'excuse pour ne pas s'acquitter de leurs impôts (IRTR).

Les périodes de paiement de l'IRTR La 1ère période court du 1er au 31 janvier, la 2ème du 1er au 30 avril, la 3ème du 1er au 31 juillet et la 4ème du 1er au 31 octobre.

Les périodes de contrôle

-1er contrôle : 1er février – 31 mars

-2ème contrôle : 1er mai – 30 juin

-3ème contrôle : 1er août – 30 septembre

-4ème contrôle : 1er novembre – 31 décembre

Ce moyen de paiement à moindre coût vise à l'amélioration des activités économiques aussi dans le sens où il permet de gagner du temps dans les opérations et de s'investir plus dans d'autres domaines. Le paiement électronique aujourd'hui est devenu incontournable dans le monde et l'OTR est rentré dans cette phase de modernisation avec T-money qui est pour eux une solution sécurisée. Payer l'impôt est un devoir citoyen et surtout une fierté pour le contribuable qui participe ainsi aux dépenses de l'État.

Joanita BLAVO-TSFI



payement des impôts pour que les gens payent sans avoir forcément à se déplacer. Comme cela est déjà le cas avec le port où les droits de douanes sont maintenant prélevés par les prestataires de banque, l'OTR veut faire des conducteurs de taxis moto des professionnels ceci dans l'optique d'aider l'Etat dans

est payé par le propriétaire. Désormais, vous chargez votre téléphone et vous payez votre impôt facilement en faisant *145*6*5*2# sur le service T-money de Togo cellulaire». De vastes ambitions de l'OTR à utiliser tous les moyens technologiques pour faciliter la vie

Courtes contre la montre

La rue ou le terrain !

Depuis déjà près de quatre mois l'opposition togolaise, du moins une partie, constituée de 14 partis se sont jetés dans la rue pour demander le départ de Faure Gnassingbé du pouvoir. Les mobilisations se font et l'on compte aujourd'hui 17 marches. Ces marches l'on a cru qu'elles allaient aboutir à quelque chose comme eux-mêmes qui sont dans les rues le scandent. 50 ans ça suffit ! Faure doit partir ! entend-on dire. Mais rien ne bouge. Au contraire. C'est maintenant que le pouvoir qu'on veut renverser s'est mis à la conquête de l'électorat. Le chef de l'Etat a plutôt été galvanisé par ses manifestations de rue. Il est dans toutes les localités les plus reculées pour mettre en exécution des projets sociaux. Ces actions positives et concrètes que posent le chef de l'Etat lui-même sur le terrain est une marque de sympathie de ces populations qui vont dire qu'on ne les oublie pas. Ailleurs on s'entendra dire, si on mange les marches. Alors l'on peut dire que pendant que les autres sont dans les rues en train de marcher et de crier à la démission de Faure Gnassingbé, ce dernier est en train de marquer le territoire. Puisque dans la logique, lorsqu'on veut parler de la vraie démocratie, ce n'est pas dans la rue mais dans les urnes. Nous sommes à quelques six mois des élections législatives et même des locales, si l'opposition va continuer par marcher jusqu'à cette date sous prétexte qu'elle veut prendre le pouvoir, quand est ce qu'elle préparera le terrain ? On l'a vu dans d'autres pays où au moment une certaine classe de l'opposition était en train de décrier le pouvoir, c'est au Sénégal, l'autre frange de l'opposition en l'occurrence l'actuel Président Macky Sall était lui en train de faire la conquête des voix. Et le résultat on le connaît.

Combat de chiffre ou départ

L'opposition par l'entremise d'un venu de nulle part, Tikpi Atchadam avec son PNP a commencé par secouer le pays depuis le 19 Août. Pour ce parti, c'est que Faure Gnassingbé ne devrait même pas arriver au 20 Août. C'est pour le chasser du pouvoir. Slogan de « Faure dégage », repris par l'ensemble des 13 autres partis qui se sont constitués en même temps. Et dans leur bouche, c'est « 50 ans de règne, ça suffit ». Au fil des manifestations c'est la même rengaine. Ils ont fini par mettre cette idée dans la tête de leurs militants qu'eux-mêmes ne semblent plus maîtriser leurs chiens. Une révolution normalement pour la réussir, c'est en mois de 72 heures. Si ça dépasse, ce n'est plus la peine. Ça se transforme en pagaille. Puisque si ça perdure, l'autre camp aura la latitude de se préparer. Et c'est à cela que nous sommes en train d'assister. Un, deux, trois voire quatre mois pour une révolution qui ne vient pas, ça donne à réfléchir. Aujourd'hui, les esprits sont en train de changer. Les marches même dans les rangs du G14 ne sont plus faites pour « chasser Faure » mais pour mettre la pression pour que ce dernier accepte le dialogue. Et lorsqu'on prend les mobilisations de chaque semaine et dont l'opposition se réjouit d'en avoir atteint l'objectif l'on finit par comprendre qu'il ne s'agit plus de mettre en application leur projet de « Faure quitte le pouvoir », mais c'est de dire que nous savons beaucoup mobiliser et que nous avons le peuple derrière nous.

Orange et Rouge, des couleurs à

Cette semaine, les deux premiers jours de manifestations organisées par la coalition des 14 partis politiques au Togo ont été marqués par des incidents non moins majeurs. Les forces de défense et de maintien de l'ordre semblent ne pas supporter de voir les couleurs rouge et orange. Des passants se sont fait violenter sur la Nationale n°2 juste parce qu'ils arborent l'une de ces couleurs. « J'allais au campus et je n'étais mêlé ni de près ni de loin aux manifestations. Ils m'ont arrêté et m'ont demandé de me déshabiller parce que je portais une chemise carrelée rouge. J'ai voulu protester. Ils m'ont dit de retourner à la maison. Comme j'étais en retard pour les cours, je me suis exécuté et ils m'ont laissé passer », a confié un étudiant avec désarroi. L'incident se déroule au niveau du point de départ d'Atikourmé. Qu'est-ce que le plan dit « sentinelle pour renforcer la surveillance des lieux publics et des marchés » et l'encadrement des manifestations par les forces de l'ordre ont à voir avec les manifestants pacifiques ou de simples passants ?, serait-on tenté de s'interroger. Devrait-on réviser notre garde-robe pour supprimer tous les habits aux couleurs rouge ou orange ? Où se trouve donc la liberté de manifestation et le respect des droits humains clamés haut et fort au Togo ? Autant de questions qui demeurent sans réponse. Il fut un temps, dans les années 98, c'était l'habit jaune qui constituait la cible. Les forces de défense avaient eu à tabasser des fidèles chrétiens qui revenaient d'une procession avec les tiges de palmiers en main.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial

Bertine ADJAHO

90 36 97 10

Mise en page :

Magnan

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



CONSULTATION ÉLECTORALE :

La HAAC et la CENI s'accordent sur les règles du jeu

Une rencontre d'échange s'est tenue ce lundi 4 décembre au siège de la Ceni entre les membres de la Haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication (HAAC) et la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Il s'agit d'une séance institutionnelle prévue par le code électoral pour mettre l'accent sur les prérogatives de chaque institution et les rapports entre la Ceni et la HAAC lors des consultations électorales.

A chaque élection, l'organe de régulation des médias fixe les règles concernant les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux campagnes électorales.

Notre séance de travail de ce jour va nous permettre à coup sûr de mettre en place ou de jeter les bases d'une synergie entre nos deux institutions en vue d'une meilleure implication et responsabilités des médias pour une réussite des prochaines consultations électorales', a déclaré Octave Olympio, vice-président de la HAAC

Le président de la Ceni, prof

Kadanga Kodjona, a pour sa part, salué le rôle joué par la HAAC durant les processus antérieurs en termes de répartition du temps d'antenne entre les partis politiques, regroupements de partis politiques et les candidats indépendants, aussi de monitoring des médias au cours de la campagne électorale et de formation, pour l'essentiel, des journalistes.

'C'est pourquoi à travers la présente rencontre, je nourris l'espoir d'une réactivation du groupe de travail précédemment mis en place pour faciliter l'interaction entre le Ceni et



la Haac au cours des processus électoraux en vue', a-t-il déclaré. Il a enfin rassuré de la disponibilité de la Ceni à jouer sa partition dans

toutes les initiatives que la HAAC prendrait pour contribuer aux processus électoraux et référendaires apaisés prochains.

DIALOGUE UE-TOGO

Le gouvernement togolais promet à l'Union européenne de résoudre la crise politique

Il s'est tenu à Lomé lundi, le 18e dialogue politique entre le gouvernement togolais et l'Union Européenne. La session a permis aux deux parties d'aborder les questions sociopolitiques majeures de l'heure, la migration, les retombées du sommet Afrique-Europe, notamment. Les débats ont été dirigés par le Professeur Robert Dussey, Chef de la diplomatie togolaise et de Cristina Martins-Barreira, la cheffe de la délégation de l'Union Européenne au Togo.

Au sujet de la situation politique qui prévaut actuellement au Togo, l'Union Européenne a souligné la nécessité de solder la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles qui sont au centre des manifestations qui ont rendu le climat sociopolitique délétère.

A l'occasion, le gouvernement togolais a rassuré la délégation l'Union Européenne sur les dispositions en cours afin qu'un dialogue politique soit tenu pour une

sortie de crise.

L'ambassadeur de l'Union Européenne et les autres diplomates ont fait part de la préoccupation de leur institution quant à ce qui se passe au Togo. La partie européenne a, tout de même, félicité le gouvernement pour les initiatives prises pour favoriser la tenue du dialogue.

« Le gouvernement togolais prendra toutes les décisions qui iront dans le sens de la paix, de la stabilité, du

développement de notre pays et également pour le bien-être de nos populations », a déclaré Robert Dussey, le ministre togolais des affaires étrangères.

D'autres thèmes évoqués lors de ce dialogue politique incluent, entre autres, l'état des lieux de la décentralisation, le rôle de la société civile, la migration ainsi que la lutte contre le terrorisme.

A l'issue de la réunion de dialogue politique, S.E.Mme Cristina MARTINS BARREIRA a rappelé que "l'Union européenne a toujours été aux côtés du Togo, même dans les moments moins faciles" avant de poursuivre "Nous appelons de nos vœux un dialogue constructif et serein en vue d'une sortie rapide de la crise actuelle".

En ce qui concerne le Plan d'Investissement Extérieur de l'UE (PIE), lancé pendant le récent

sommet UA-UE d'Abidjan, la Cheffe de la Délégation de l'UE a souligné que l'objectif en est de supporter la création d'emplois et de croissance durable. Le PIE offre la possibilité de combiner les mécanismes de financement existant avec un instrument de garantie. Dans cette optique, S.E.Mme MARTINS BARREIRA s'est "félicité des réformes engagées par le gouvernement togolais tout en encourageant à redoubler d'efforts en tenant compte des observations du rapport Doing Business et du besoin de libéraliser les secteurs à haute valeur ajoutée. En effet, de nombreuses entreprises européennes sont prêtes à investir et participer au développement du Togo."

Le sommet Afrique-Europe tenu les 29 et 30 novembre derniers à Abidjan a été également évoqué. Le Togo

s'est dit satisfait de la position commune des partenaires européen et africain sur la question de la jeunesse.

Des sujets tels que le plan européen d'investissement, le plan national de développement, le rôle de la société civile, la lutte contre le terrorisme et la présidence de la CEDEAO par le Togo n'étaient pas en reste lors de cette rencontre.

Outre le Chef de la diplomatie togolaise, le gouvernement togolais était représenté à ce 18e dialogue par les ministres de la sécurité, de l'administration territoriale ainsi que celui de la planification. Côté Union Européenne, en dehors de Cristina Martins-Barreira, les ambassadeurs de France, d'Allemagne au Togo ont pris part aux débats.

CRISE POLITIQUE TOGOLAISE

Des dirigeants ouest africains exigent une feuille de route pour résoudre la crise politique au Togo.

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, et cinq autres dirigeants ouest-africains ont appelé à l'élaboration dans les plus brefs délais d'une feuille de route pour résoudre l'impasse politique au Togo.

L'Assistant spécial du président nigérian pour les médias et la communication, M. Garba Shehu, a indiqué jeudi dernier dans un communiqué publié à Abuja que les dirigeants avaient appelé à des négociations entre le gouvernement togolais dirigé par le président Faure Gnassingbé et l'Opposition.

Il a expliqué que la demande urgente des dirigeants a été faite lors d'une réunion convoquée pour discuter de la situation au Togo et qui s'est terminée jeudi matin à Abidjan, en marge du sommet Afrique-Union européenne.

La réunion regroupant les présidents de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Burkina Faso, du Bénin, de la Guinée Conakry et du Togo a invité les parties au Togo à aller immédiatement à la table de négociation, sans "conditions préalables", et résoudre la crise politique dans l'intérêt et le bien-être du

pays et de la région dans son ensemble.

Il a ajouté que le président Eyadema s'était donné un délai jusqu'à vendredi pour fournir la base et le cadre des négociations en réponse à la liste croissante des revendications formulées par le mouvement d'opposition cherchant à l'évincer du pouvoir qu'il occupe depuis 12 ans.

Selon le même communiqué, le président Buhari et son homologue ivoirien avaient déjà prévenu que l'instabilité politique au Togo pourrait avoir des conséquences régionales si elle n'était pas résolue.

Les deux dirigeants ont également fait remarquer qu'il fallait une solution rapide au Togo, exhortant les amis de l'opposition et les autorités à leur expliquer les mesures à prendre pour parvenir à la stabilité et travailler pour installer la confiance mutuelle.

"Il y aura des conséquences régionales de l'instabilité au Togo et cela aura sûrement un coût pour le développement", a déclaré le président Buhari.

Depuis le début de cette crise plusieurs médiations ont vu le jour parce que la crise au Togo inquiète dangereusement la sous-région ouest africaine.

D'autres médiations tous azimuts

L'arrivée à Lomé, le 14 novembre, du ministre ghanéen de la Sécurité a été tenue secrète jusqu'au dernier moment. Pour rencontrer Albert Kan-Dapaah, des représentants du parti au pouvoir et une délégation de la coalition formée par 14 partis politiques de l'opposition, à l'origine du mouvement de contestation qui agite le pays depuis bientôt trois mois, se sont succédé dans un grand hôtel de la capitale au cours de ce qu'on pourrait appeler une réunion préparatoire au dialogue.

« Nous croyons que le temps est désormais propice au démarrage d'un dialogue entre les deux parties », a

indiqué l'envoyé spécial du président Nana Akufo-Addo. Ce dernier a également confié à la presse avoir discuté avec les différents protagonistes des contours du dialogue annoncé par le gouvernement le 6 novembre dernier.

De son côté, le chef de file de l'opposition togolaise, Jean-Pierre Fabre, a expliqué avoir fait des « propositions » à l'émissaire ghanéen, qui doit à présent les soumettre à la partie adverse.

Sauf changement de dernière minute, le dialogue politique inter-togolais pourrait démarrer d'ici le 10 décembre, a-t-on appris dans la presse togolaise. « Les lignes commencent à bouger. La méthode guinéenne me paraît simple et efficace. Contrairement aux ghanéens, la Guinée veut instaurer des mesures de confiance avant l'ouverture du dialogue, alors que les ghanéens, eux, veulent aller directement au dialogue », nous confie une source.

« A ce stade, les préalables soulevés par l'opposition togolaise avant toute participation au prochain dialogue, semblent évacués. C'est comme la sécurité des leaders politiques, le droit

de manifester, le retrait de l'armée au Nord du Togo, d'où sont parties les manifestations, la libération des détenus politiques. Le seul point d'achoppement, c'est entre autres la libération des deux imams de Sokode », a encore rajouté notre source.

« Tout se passe bien. On est optimiste. Les lignes commencent à bouger. L'opposition togolaise se dit prête à aller au dialogue mais à condition qu'il y ait des mesures d'apaisement », conclut-elle.

En visite officielle à Paris, le président Alpha Condé s'était entretenu avec les représentants de l'opposition togolaise, quelques semaines avant la visite du président Faure à Conakry. Après tous ces contacts, il a dépêché son conseiller personnel, Tibou Kamara, à Lomé, qui y a fait un travail sous-terrain depuis une semaine.

Dans une interview accordée à RFI et à France 24, le président Français, Emmanuel Macron, avait fait cas de la médiation guinéenne au Togo. Il avait fortement encouragé le président Condé.

Tassou Bagoudou



TRONÇON NOTSÈ-TOHOUN :

Le Ministre Ninsao Gnofam «Si les travaux ne sont pas réalisés, nous serons doublement punis...»

Lancés par le Chef de l'Etat le 20 février 2015, les travaux de bitumage du tronçon Notsè-Tohoun ont connu un arrêt momentané à cause des difficultés financière et technique rencontrées par les entreprises à qui les travaux ont été confiés. A la

reprise des travaux, l'entreprise Midnight Sun s'est vu confier le projet. Au cours d'une descente sur le chantier ce vendredi, Ninsao Gnofam, ministre en charge des Infrastructures, a exprimé sa satisfaction.



Ministre Ninsao Gnofam en visite sur le chantier...

«Je peux vous assurer que c'est un sentiment de satisfaction qui m'anime après avoir visité le tronçon. Avec cette avancée, je suis convaincu que la prochaine fois que je prendrai la route pour Tohoun, c'est sur la voie goudronnée je vais rouler jusqu'à destination», s'est-il réjoui. Selon les maîtres de chantier, les travaux sont à 70% et, dans six mois au moins, les travaux prendront fin. Une nouvelle promesse pour les populations d'Assrama et de Tohoun qui sont rassasiés de messages d'espoir depuis le début des travaux en 2015. Les travaux de bitumage du tronçon Notsè-Tohoun s'inscrivent dans le cadre de la politique de grands travaux lancée par le Chef de l'État, Faure Gnassingbé, dès sa réélection en avril 2015. Le ministre Ninsao Gnofam a salué le professionnalisme et le sérieux dont fait preuve la société Midnight Sun et l'invite à poursuivre dans le même

dynamisme. Il a émis le souhait qu'aucune catastrophe naturelle ou humaine ne vienne affecter la suite des travaux. D'une distance de 56,318 km, le tronçon Notsè-Tohoun est une

s'est mobilisée spontanément, le chef canton de cette localité a dit que la population avait perdu espoir du fait que les travaux s'étaient arrêtés et qu'il avait pensé que le tronçon était irréalisable ou qu'il devrait s'arrêter à 18 km de Notsè. Mais avec l'arrivée du ministre l'espoir renaît a indiqué le chef canton. Assurance a été donnée donc aux populations par le ministre que ce tronçon sera bel et bien réalisé et passera par Assrama pour rallier Tohoun jusqu'à la frontière Bénin. Pour le ministre, les difficultés sont levées et les travaux vont être réalisés à 100% dans les six mois qui viennent.

«Si nous les travaux ne sont pas réalisés, nous, moi le ministre et votre fils, le PDG de Midnight Sun, Victor Sossou, seront doublement punis. D'abord par le chef de l'Etat qui a commandé la réalisation de ce tronçon puis par vous-mêmes les populations», a conclu le ministre.

La délégation a également eu droit au même accueil spontané à Tohoun après un tour jusqu'à la frontière Togo-Bénin. C'était



... pour voir l'avancement des travaux

route stratégique qui permettra de désenclaver les localités environnantes. La délégation conduite par le ministre Ninsao Gnofam a eu droit à deux accueils spontanés. A Assrama où la population a

dans une ambiance de son et de danse que le ministre et sa suite ont été accueilli dans la cour de la Préfecture de Tohoun.

Le Magnan

K
P
A
K
P
A
T
O

QUI T'A DEMANDÉ?

Mon ami, c'est comment ? Les marches continuent et vous dites que vous allez toujours marcher jusqu'à à ! En tout cas, un jour ça va finir loco. J'ai vu que la dernière fois, les gens en revenant de marche la nuit là, ils ont fait accident avec leur camion. Il y a beaucoup de blessés et puis le lendemain un des blessés est mort. Mon ami, c'est pour te dire que colère là n'a jamais été bon deh. J'ai aimé ceci et j'ai pensé à le partager avec toi. Pendant son cours, un professeur demande à ses étudiants: Pourquoi criions-nous quand nous sommes en colère? Pourquoi les gens crient-ils l'un sur l'autre quand ils sont bouleversés? Les élèves réfléchissent un moment. L'un dit, parce que nous perdons notre calme. Mais le professeur demande à nouveau, pourquoi crier quand l'autre personne est juste à côté de vous? N'est-il pas possible de lui parler d'une voix douce? Pourquoi criez-vous à une personne quand vous êtes en colère? Les réponses données par les étudiants ne satisfont pas le professeur. Enfin, il explique: «quand deux personnes se fâchent l'une contre l'autre, il y a une distance qui se crée psychologiquement entre leurs cœurs: pour couvrir cette distance, elles doivent crier pour pouvoir s'entendre à travers cette grande distance. Alors le professeur explique ce qui se produit quand deux personnes tombent amoureuses. Elles ne crient pas l'une sur l'autre mais parlent à voix basse. Pourquoi? Parce que leurs cœurs sont psychologiquement proches. La distance entre eux est très faible. Le professeur continue: quand elles s'aiment encore plus, que se passe-t-il? Elles ne parlent pas, elles se chuchotent et leur amour se raffermi. Enfin, elles ne l'ont même plus besoin de se chuchoter, elles se regardent seulement et se comprennent... alors la prochaine fois que vous criez sur un être cher, sachez que vous créez une distance entre votre cœur et le cœur de cette personne. Si vous en parlez à vos amis. Vous pouvez guérir une personne en colère et la calmer aujourd'hui. Profitez de chaque instant, la vie est trop courte.

Togomètre

En forme

Midnight Sun

C'est la seule entreprise qui a le courage de continuer sur le tronçon Notsè-Tohoun. Lancés par le Chef de l'Etat le 20 février 2015, les travaux de bitumage du tronçon Notsè-Tohoun ont connu un arrêt momentané à cause des difficultés financière et technique rencontrées par les entreprises à qui les travaux ont été confiés. A la reprise des travaux, l'entreprise Midnight Sun s'est vu confier le projet. Au cours d'une descente sur le chantier ce vendredi, Ninsao Gnofam, ministre en charge des Infrastructures, a exprimé sa satisfaction. Effectivement, cette voie sous la houlette du DG de l'entreprise Midnight Sun est en train d'avancer à grand pas. L'on parle de près de 70% de travaux déjà réalisées. A la rencontre des populations riveraines, c'était la grande joie. Ces populations ne s'attendaient pas que les autorités penseraient toujours à elles. Il faut rappeler que c'est plusieurs entreprises qui étaient retenues sur le tronçon. Et chacune d'elle avait une portion à exécuter. Mais certaines de ces entreprises ont jeté l'éponge. Elles ont montré leur carence. Etant fils du milieu, le consul Sossou ne n'entend pas laisser ce tronçon de renommée internationale dans cet état. Il a dit qu'il s'y mettra pour que cette voie puisse être praticable. Actuellement, c'est la seule entreprise visible sur le terrain. Ce qui rend satisfait le ministre des travaux publics. La réception de ce tronçon est attendue dans les six mois qui arrivent.

En panne

Le Directeur de la STE, Péré

Va-t-on vers une perturbation dans la distribution des produits pétroliers au Togo ? Le Syndicat des transporteurs des hydrocarbures est en grève depuis ce mardi. Vers une paralysie totale du pays dans les jours à venir ? Alors qu'au Nord Togo, une pénurie qui ne dit pas son nom a contraint les Togolais à déboursier, en début de cette semaine, entre 800 et 1200 F cfa, selon les lieux, c'est la LCT (Ligue des Consommateurs du Togo), qui par le biais de son président, Emmanuel Sogadji, vient annoncer que ""la distribution des produits pétroliers risque d'être perturbée"". Et pour cause, ""le syndicat des transporteurs des hydrocarbures est en grève depuis hier"", poursuit la Ligue, qui informe que pour la journée d'hier, ""seules trois voitures et les JET-1 ont été servis"". Pour les grévistes qui réclament la démission du Directeur de la STE (Société Togolaise d'Entreposage), M. PERE avant tout chargement, si celui-ci ""ne démissionne pas, les JET-1 ne seront pas servis aujourd'hui ce qui va perturber les vols"", au niveau de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma. Bon à suivre!

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



CETEF - LOME
BP: 10056 LOMÉ - TOGO
TEL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
site web: www.cetef.tg / e-mail: ceteflome@cetef.tg

**Thème : Le numérique
au service des affaires**



EMERGENCE
FINANCIAL ADVISERS
CAPITAL



Invitation à la Conférence Internationale

**7 ET 8 DÉCEMBRE 2017
À L'HÔTEL DU 2 FÉVRIER, LOMÉ**



**UEMOA
ENTREPRENEURRIAT
ET CROISSANCE**

